



La Commune



Révolte lycéenne

Chili : les étudiants contre la loi de Pinochet

Des centaines de milliers d'élèves du secondaire sont en grève en ce moment même au Chili, occupant leurs lycées et manifestant dans la rue contre le gouvernement de Michèle Bachelet (Parti socialiste). Mais pas seulement contre le gouvernement. Ils exigent l'abrogation de la dernière loi constitutionnelle de la dictature militaire, la " loi organique constitutionnelle de l'Éducation " (LOCE), ⁱ ébranlant ainsi la Constitution de Pinochet négociée avec la prétendue opposition démocratique.

Le gouvernement a débuté l'année par deux initiatives contre les lycéens. Il a augmenté les frais d'inscription à l'examen d'entrée à l'université publique et restreint l'utilisation de leur carte de transport public à deux voyages seulement par jour. Ces deux mesures ont fait long feu devant la première mobilisation, mais le mouvement ne faisait que commencer. Défensif dans un premier temps, il est devenu une offensive entremêlant les revendications jusqu'à la remise en cause de la LOCE, c'est-à-dire de toute la superstructure éducative du pays. Le ministre de l'Éducation est ainsi au bord de la chute.

l'ampleur de la mobilisation

La mobilisation est partie, comme d'habitude, des lycées de la capitale, Santiago, lycées gratuits et traditionnels qui accueillent la classe moyenne. Historiquement, ce sont aussi les plus politisés. Dans l'un d'entre eux, nommé Instituto Nacional, les étudiants ont, le 21 mai dernier, décidé l'occupation en attendant le traditionnel discours annuel du gouvernement depuis le siège du Congrès. C'était une façon concrète de faire pression sur le gouvernement pour qu'il consente à satisfaire les revendications. Mais celui-ci les a tout juste mentionnées et, qui pis est, en fustigeant la prétendue " violence étudiante ", venant ainsi à bout de la patience des étudiants et transformant un processus qui jusque là ne réunissait qu'une petite avant-garde en un mouvement de masse dont la force ne fait que croître et attirer la solidarité de tout le pays. Il est clair pour tous que le gouvernement doit rouvrir les négociations avec les étudiants.

Le gouvernement refuse le dialogue

La puissance de la mobilisation de masse va croissant de jour en jour. Des centaines de lycées privés se sont joints au mouvement, y compris les lycées les plus chers, où sont accueillis les enfants de la haute bourgeoisie et les filles même du Président. Des étudiants de diverses universités, les personnels et les enseignants les ont rejoints aussi.

Cependant, le ministre a fui les négociations, qu'il avait en un premier temps acceptées, parce qu'y assister pouvait se révéler " extrêmement dangereux ". En effet, le mouvement a imposé plus d'une centaine de délégués lycéens venant des quatre coins du pays, contre les six acceptés par le gouvernement. Ce dernier, secrétariat du ministère de l'Éducation en tête, se serait retrouvé physiquement encerclé par une force réellement combative. Par cette mesure désespérée, tourner le dos aux négociations, le gouvernement se place dans une situation très critique, à tel point que les sénateurs du parti Alianza y Concertación ont ouvert des négociations afin d'examiner une éventuelle réforme de la LOCE avec les lycéens. Les sénateurs se sont ainsi alignés en défense du gouvernement et du Régime, critiquant le ministre de l'Éducation Zilic et ouvrant le débat autour de la LOCE au moment le plus critique pour le gouvernement, juste avant la grève nationale du 2 juin.

Une grève historique

Des centaines de milliers d'élèves ont paralysé tous les lycées du pays. Leurs dirigeants appelaient à protester en demeurant dans les établissements, mais l'appel n'a pas été entendu ainsi. De manière inégale en début de journée, puis très largement dans l'après-midi, les affrontements avec les forces de répression se sont déchaînés au fur et à mesure que l'on approchait du Palais du gouvernement.

Les négociations ouvertes n'ont abouti à aucun accord et les porte-parole des étudiants ont donc appelé à la grève illimitée.

Rodrigo Olivares B. ⁱ

Modifié le mardi 20 juin 2006

Voir aussi dans la catégorie Chili

Le véritable modèle chilien

À la fin du mois de mars nous avons rencontré Gustavo Gonzalez et Sebastian Rios de la direction du MST chilien qui nous ont accordé l'entretien que nous publions ci-dessous. Le MST du Chili est une... >>

Un virage à droite ?

l'élection de Sebastian Pinera, ancien partisan de Pinochet à la Présidence du Chili, après vingt ans de gouvernement de la Concertación (alliance entre la démocratie chrétienne et le parti... >>

Au rythme de l'Amérique latine

La grève des 28000 travailleurs contractuels de la CODELCO, l'entreprise nationale du cuivre, a dévoilé toutes les faiblesses du Régime de la démocratie bourgeoise chilienne, héritière en... >>

Révolte lycéenne

Des centaines de milliers d'élèves du secondaire sont en grève en ce moment même au Chili, occupant leurs lycées et manifestant dans la rue contre le gouvernement de Michèle Bachelet (Parti... >>

Appel à voter nul

En 1980, le général Pinochet a imposé sa Constitution et négocié avec le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne une transition " sans traumatisme ", militaires assassins sont restés... >>

Le peuple chilien face à Bush

Au Chili, nous le savons : ce n'est pas parce que quelqu'un se fait appeler Jésus qu'il est le fils de Dieu. C'est ce qu'on peut dire de l'actuel Président, Ricardo Lagos, militant du vieux parti... >>
